



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques
Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 06 mai 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EUROAIRPORT DE BALE MULHOUSE

SERVICE ENVIRONNEMENT
BP 60120
68300 Saint-Louis

Références : 26-189_VA/AR
Code AIOT : 0006700434

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 mars 2026 dans l'établissement EUROAIRPORT DE BALE MULHOUSE implanté Plateforme Aéroportuaire - Service Environnement STEI - BP 60120 - 68300 Saint-Louis. L'inspection a été annoncée le 12 mars 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Depuis 1991, l'EUROAIRPORT - Aéroport de Bâle-Mulhouse - situé à SAINT-LOUIS (68 300) exploite une station de traitement des eaux industrielles (STEI) dans l'enceinte de son établissement. Une visite d'inspection a été annoncée le 18 février 2026 et programmée le 20 mars 2026. Elle vise à contrôler, entre autres, la conformité du plan général des réseaux d'alimentation et de collecte de la STEI et la situation administrative des installations au regard des installations listées dans l'arrêté préfectoral du 22 mai 2012 portant prescriptions complémentaires et codificatif.

L'analyse préalable de la situation administrative du site, a révélé une procédure de cessation d'activité partielle non menée à terme. Cette cessation concerne la HALLE DE FRET ANCIEN DE L'EUROAIRPORT. La cessation d'activité de cette installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) a été notifiée le 25 avril 2016. L'arrêté préfectoral du 22 mai 2012 qui encadre cette activité de fret et prévoit notamment une surveillance de la nappe est toujours en vigueur.

Dans ce contexte, l'objet de la visite d'inspection du 20 mars 2026 a été élargie à la possibilité d'acter la cessation de la HALLE DE FRET ANCIEN au titre de la réglementation des ICPE. Cette partie de la visite objet du présent rapport, a été annoncée le 12 mars 2026. Elle s'inscrit dans le cadre de l'Action nationale 2025-2027 « Libération du foncier ». Celle-ci vise à libérer du foncier industriel en clôturant les dossiers non finalisés de cessation notifiée avant le 1er juin 2022. L'action privilégie la mise en sécurité des sites, la réhabilitation pour un usage industriel et la conservation de la mémoire. L'ancienne installation HALLE DE FRET ANCIEN de l'EUROAIRPORT à SAINT-LOUIS répond à ces critères d'éligibilité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROAIRPORT DE BALE MULHOUSE
- Plateforme Aéroportuaire-Service Environnement STEI BP 60120 68300 Saint-Louis
- Code AIOT : 0006700434
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités du hall de fret étaient autorisées par arrêté préfectoral n° 970827 du 14 mai 1997. L'arrêté préfectoral n° 2012143-0005 du 22 mai 2012 portant prescriptions complémentaires et codificatif à la société AÉROPORT de Bâle-Mulhouse située sur la zone aéroportuaire de Bâle-Mulhouse à SAINT-LOUIS en référence au titre 1^{er} du Livre V du code de l'Environnement autorise la société EUROAIRPORT à exploiter ses installations au titre de la réglementation des ICPE sous les rubriques suivantes :

- autorisation : emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques (1111-1b, 1111-3b), toxiques (1131-2b) ou solides facilement inflammables (1450-2a) ;
 - enregistrement : stockage de matières, produits ou substances combustibles (1510-2) ;
 - déclaration : emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques (1111-2c), toxiques (1131-1c), dangereuses pour l'environnement (1172-3) ; stockage de liquides inflammables (1432-2b) ; préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de substances radioactives (1715), ateliers de charge d'accumulateurs (2925).
- Cet arrêté modifie ou abroge les arrêtés préfectoraux antérieurs de 1991 à 2004.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Deux catégories permettent de distinguer les activités industrielles de l'EUROAIRPORT de SAINT-LOUIS (68 300) :

- celles dispersées sur la zone aéroportuaire, réglementées par les arrêtés ministériels des rubriques ICPE correspondantes : régime de l'autorisation (station de transit de déchets (2716 et 2718)) ou de la déclaration (chaufferie de combustion (2910), IOTA combustion (2910, 2925), atelier de charge d'accumulateurs (2925)) ;

- les activités de stockage de produits chimiques et de matières combustibles soumises aux régimes de l'autorisation ou de l'enregistrement dans la halle de fret réglementées par l'arrêté préfectoral du 22 mai 2012 et celles de la station d'épuration collective d'eaux résiduares industrielles - STEI - soumise au régime de l'autorisation (rubrique 2750).

La halle de fret historique se situe sur la parcelle n° 39 de la section cadastrale n°18 du territoire de la commune de SAINT-LOUIS (superficie 2,705 km²).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article Article R512-39-1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Usage futur	Code de l'environnement du 15/04/2010, article Article R512-39-2	Sans objet
3	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 20/07/2014, article Article R512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cessation d'activité a été notifiée par l'exploitant par courrier du 25 avril 2016, accompagné du mémoire de cessation d'activité réalisé par l'exploitant. Des documents complémentaires étaient attendus par l'inspection. Ils ont été partiellement transmis le 13 octobre 2016.

La consultation sur l'usage futur n'a pas été menée. Le nouvel usage (commercial) a été constaté par l'inspection lors de sa visite de la halle de fret ancien le 20 mars 2026.

Conformément à la Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués du 09 avril 2017, il appartient à l'exploitant de transmettre à l'inspection un diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines permettant d'étayer l'absence ou au contraire la définition de mesures de réhabilitation. L'exploitant pourra s'appuyer sur un prestataire spécialisé dans le domaine des sites et sols pollués (voir certification LNE : <https://www.lne.fr/fr/certification/certification-sites-sols-pollues>).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article Article R512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif, mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>

Constats :

Lors de la **visite d'inspection du site le 10 février 2016**, l'inspection a constaté que le bâtiment fret ancien et ses abords sont totalement vides. Le rapport de l'inspection mentionne un dossier déposé par l'exploitant pour avis en août 2014 au sujet d'un projet d'usage futur (zone de transit entre transports routiers et aériens). Lors de la visite l'exploitant a précisé la future affectation de la halle de fret ancien à une activité de transit de petits colis.

Conformément à l'article 1.7.6 Cessation d'activité de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2012 et à l'article R. 512-39-1 du code de l'Environnement rappelé ci-dessus, **l'exploitant a fait parvenir à la préfecture à fin de notification, le mémoire de cessation d'activité de son installation de fret ancien par courrier du 25 avril 2016**. Ce mémoire rappelle l'historique : halle construite dans les années 1960, ICPE depuis le 14 mai 1997, arrêtés préfectoraux successifs. L'activité de traitement du fret se situait au rez-de-chaussée, le stockage d'archives et les locaux techniques au sous-sol. Le mémoire précisait que le site était mis en sécurité (activités cessées, déménagement des entreprises dans le nouveau bâtiment Cargo Terminal, évacuation des produits dangereux), l'accès limité (système de contrôle, portails, clôtures), les risques d'incendie et d'explosion supprimés (site vide, réseau détection incendie en fonction). Concernant la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, le mémoire mentionnait les mesures de prévention en place au cours de l'activité passée (dalle béton sous le bâtiment en bon état, système de récupération des eaux de pluviales) permettant de limiter les pollutions du sol et des eaux souterraines. Le mémoire de cessation d'activité s'appuyait sur les recommandations du rapport « *Procédure administrative pour la cessation de l'activité Fret de l'EUROAIRPORT* » (rapport STERNE environnement, 23 novembre 2015, 13 pages). Celui-ci indique notamment : « *Il existe une méthodologie française relative à la gestion des sites et sols pollués, que nous n'aborderons pas ici, l'activité n'ayant a priori pas générée de pollutions des sols et des eaux souterraines.* »

Par lettre préfectorale du 04 août, l'inspection indique que la notification de la cessation d'activité de la halle de fret ancien ne correspond pas totalement aux dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'Environnement et demande des compléments d'informations : bilan de l'évacuation ou de l'élimination des produits dangereux et des déchets et copie des bordereaux d'enlèvement, plan du site, historique des accidents à l'origine d'écoulements de liquides sur le sol, bilan des mesures prises pour la surveillance de l'environnement (sols, eaux souterraines), mémoire concernant la pollution et les mesures de réhabilitation le cas échéant.

Par courrier du 13 octobre 2016, l'exploitant a transmis à l'inspection les éléments suivants :

- récapitulatif de 53 incidents survenus dans la halle de fret entre octobre 2000 et avril 2016 (fuite, écoulement ou déversement de produit dangereux, feux). Le courrier précise que tous les incidents ayant provoqué des écoulements de produits dangereux ont eu lieu sur des surfaces imperméabilisées, ont concerné de faibles quantités et ont été systématiquement traités par les services de secours de telle manière qu'aucune pollution du sol ou des eaux pluviales n'ait pu avoir lieu ;
- bordereaux de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante, liste sans bordereaux de suivi pour les autres catégories de déchets (point de collecte FR) ;
- plans : halle de fret représentant les aires revêtues, réseau d'eau pluviale avec bassin d'infiltration en aval (dont un au niveau de la STEI), implantation des piézomètres ;
- résultats de onze campagnes de surveillance des eaux souterraines entre le 26 février 2016 et le 12 août 2015 menées sur cinq piézomètres (PZ1, PZ3, PZ4, PZ6, PZ7) et une quinzaine de paramètres : résultats non analysés, non commentés, non comparés à un référentiel de qualité.

Par lettre préfectorale du 03 novembre 2016 le préfet confirme la demande de compléments d'information.

Lors de la **visite de l'ancienne halle de fret le 20 mars 2026**, l'inspection a fait les constats suivants : aucun produits dangereux ou déchet n'est présent sur le site, la halle est affectée à une

activité de messagerie (transit de petits colis sur une durée inférieure à 48 h). L'installation (lignes, toboggans, engins élévateurs) était à l'arrêt lors de la visite, les activités de messagerie express étant concentrées en fin de journée.

La dalle du bâtiment présente des tâches attestant d'écoulements anciens de produits. Des traces d'anciennes sondages dans la dalle (rebouchés) correspondent à des mesures géotechniques post-cessation.

L'inspection a constaté la démolition partielle tel que mentionné dans le mémoire de cessation d'activité (halles et auvents au nord-ouest de l'ancienne halle, transformé en parking). Cette démolition a été réalisée en 2015 (permis de démolir accordé le 06 mars 2015 par la préfecture de Colmar).

Le contrôle des nouvelles activités de la nomenclatures ICPE (1510 - Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts ; 2925 - Ateliers de charge d'accumulateurs électriques concernant les onze engins élévateurs aux batteries lithium) et de leur volume a fait l'objet d'un rapport dédié de l'inspection.

L'analyse des documents transmis par l'exploitant en date du 13 octobre 2016 (et retransmis par voie numérique à l'issue de l'inspection du 20 mars 2026) a montré qu'ils ne sont pas conformes. Les bordereaux de suivi de déchets sont absents. Les résultats bruts de surveillance des eaux souterraines ne sont pas analysés et ne comportent pas de bilan. Aucune analyse de sol n'a été transmise à l'inspection alors que la dalle du rez-de-chaussée de la halle de fret présente des traces d'écoulements, confirmés par la liste d'incidents survenus entre 2000 et 2016. Concernant l'activité d'entreposage ou de stockage de substances radioactives (18 Gbq) exercée au sous-sol - non visité lors de l'inspection du 20 mars 2026 - l'exploitant n'a transmis aucun élément permettant d'écarter toute suspicion de pollution (bordereaux de suivi des déchets, etc.).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à la **Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués du 09 avril 2017**, il appartient à l'exploitant de transmettre à l'inspection un rapport autoportant comportant un diagnostic circonstancié de pollution des sols et des eaux souterraines, et permettant d'étayer l'absence ou au contraire la définition de mesures de réhabilitation.

Voir : <https://ssp-infoterre.brgm.fr/fr/methodologie/methodologie-nationale-gestion-ssp>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article Article R512-39-2

Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif, usage futur

Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de

<p>considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. - A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. - Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. - Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le mémoire de cessation d'activité du 25 avril 2016 indique : « <i>Il est prévu d'affecter le bâtiment à une nouvelle activité de « Fret express » consistant à faire transiter du côté ville vers le côté piste et vice versa des petits colis dans un délai maximal de quatre heures.</i> »</p> <p>Le mémoire indique également : le site « <i>conservera un usage commercial</i> ». Or, l'activité de la halle de fret était de type industriel avant la notification de sa cessation d'activité. L'exploitant a procédé à un changement d'usage.</p> <p>La consultation sur l'usage futur des parties prenantes conformément à l'article R512-39-2 du code de l'Environnement rappelé ci-dessus n'a pas été réalisée formellement par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La prescription n'est plus adaptée, le changement d'usage étant effectif.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Mémoire de réhabilitation

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/07/2014, article Article R512-39-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif, mémoire de réhabilitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p>

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage. Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

II. - Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Constats :

Le rapport « Procédure administrative pour la cessation de l'activité Fret de l'EUROAIRPORT » (STERNE environnement, 23 novembre 2015, 13 pages) conclut ainsi : « Considérant l'absence de pollution des sols et des eaux souterraines, il ne devrait pas être nécessaire de conduire une réhabilitation du site. L'EUROAIRPORT devra donc écrire au préfet que l'application de l'article R. 512-39-3 ne nécessite pas de mesures spécifiques ». Le bureau d'étude a conseillé de ne pas réaliser le diagnostic de sol, mais de compiler diverses données sur les activités, les mesures de prévention existantes (dalles de béton en bon état, récupération des eaux pluviales) et la qualité des eaux souterraines pour montrer qu'il n'y a pas eu d'impact de l'activité.

Selon les conclusions du diagnostic de pollution des sols attendu par l'inspection (voir point de contrôle n°1), en cas de pollution des sols et conformément à la Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués du 09 avril 2017, il appartiendra à l'exploitant de :

- définir les mesures de réhabilitation du site, de surveillance, de limitations ou d'interdictions concernant l'utilisation du sol ou du sous-sol ;
- transmettre un mémoire de réhabilitation démontrant la compatibilité de l'état des milieux avec l'usage constaté ;
- transmettre les éléments nécessaires pour définir un secteur d'information sur les sols (SIS) au sens de l'article L. 125-6 si la compatibilité de la pollution résiduelle du site avec les deux usages sensibles mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A (respectivement usage résidentiel et usage d'accueil de populations sensibles) n'a pas été démontrée. Les SIS permettent de conserver la mémoire de la pollution des sols et d'informer toutes les personnes pouvant être impactées. Les SIS doivent faire l'objet d'une information des acquéreurs et locataires (article L.125-7 du code de l'environnement). Les SIS sont annexés aux documents d'urbanisme et mis à la disposition du public sur le portail Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

Type de suites proposées : Sans suite